



## **Briser le cycle : investir dans une relance économique inclusive**

*Déclaration du groupement Global Unions adressée aux Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale – octobre 2022*

### **Trouver une voie pour sortir des crises actuelles**

À l'heure où se tiennent les Assemblées annuelles 2022 du FMI et de la Banque mondiale, tous les pays du monde sont confrontés à des problématiques complexes et multifactorielles sans précédent. Des politiques publiques ambitieuses, des investissements productifs solides et des institutions du marché du travail performantes sont indispensables si l'on souhaite surmonter la crise du coût de la vie, nous relever des conséquences de la pandémie de COVID-19, répondre aux ambitions des Objectifs de développement durable et promouvoir une prospérité partagée et une gouvernance démocratique au travers d'un nouveau contrat social. Le FMI et la Banque mondiale doivent impérativement répondre aux besoins actuels et montrer la voie à suivre. Cela signifie :

- **Promouvoir le plein emploi, les salaires équitables, le travail décent et la protection sociale universelle**

Un développement économique qui se veut durable et inclusif doit reposer sur le principe d'une rémunération équitable des travailleurs. Il est essentiel de remédier à la baisse de la part du revenu du travail dans le PIB et à la précarisation des travailleurs en élargissant le travail décent. Cela implique de garantir des salaires minimums de subsistance suffisants qui tiennent compte du coût de la vie. Dans la mesure où le travail décent nécessite un dialogue social et des institutions du marché du travail efficaces, il est nécessaire, pour le promouvoir, de respecter scrupuleusement le droit à la négociation collective et la liberté syndicale des travailleurs et de garantir la santé et la sécurité sur le lieu de travail, de même que l'égalité salariale.

Il est essentiel que la Banque mondiale et le FMI soutiennent la protection sociale universelle, conformément aux normes internationales du travail, afin de lutter contre les inégalités, de contribuer à la stabilité sociale et d'aider les travailleurs à faire face aux urgences météorologiques et aux crises sanitaires, économiques et climatiques qui y sont liées. Il est nécessaire de renforcer l'appui financier international pour la protection sociale afin de soutenir les pays à faible revenu, de combler les déficits financiers à court terme et de développer des systèmes de protection sociale résilients. Par ailleurs, dans la mesure où, au mois de juin dernier, la Conférence internationale du Travail a reconnu la santé et la sécurité sur le lieu de travail comme étant un principe fondamental et un droit des travailleurs, les Institutions financières internationales (IFI) doivent encourager la ratification et la mise en œuvre des conventions fondamentales portant sur la sécurité et la santé au travail (SST) dans leurs stratégies d'investissement, et plus particulièrement en consultation avec les représentants syndicaux.

- **Investir dans l'emploi et les services publics**

La pandémie de COVID-19 et la crise climatique ont clairement démontré les risques que font peser le sous-investissement, la privatisation et la financiarisation sur les services publics tels que l'éducation, les soins de santé, la production d'énergie, la distribution d'eau et l'assainissement, ou encore, les transports. Les femmes et les groupes marginalisés ont été les plus touchés par les pertes d'emplois dans l'économie informelle et le travail d'assistance non rémunéré. Il est temps d'investir dans les biens publics et de mettre un terme au cycle des coupes budgétaires et des ventes d'actifs qui a rendu les pays du monde vulnérables à ces crises.

Les IFI doivent aider les pays à définir leurs politiques industrielles et soutenir l'investissement public dans les secteurs essentiels propices à la création d'emplois de qualité présentant de nombreux avantages pour la société, comme les infrastructures, l'économie des soins et les services publics tels que l'éducation, tout en soutenant la transition industrielle vers une économie neutre en carbone.

- **Une solution au poids insoutenable de la dette**

Face au nombre croissant de pays qui entament des négociations de restructuration de la dette et face à la recrudescence des ménages confrontés à des faillites alors qu'ils cherchent à subvenir à leurs besoins fondamentaux, le FMI et la Banque mondiale doivent admettre que la crise mondiale de la dette que nous traversons est de nature structurelle et nécessite une solution systémique. L'austérité, qui a renforcé la spirale de la dette en ralentissant la croissance économique, a également accentué les inégalités et exposé les personnes et les pays les plus vulnérables aux récessions et aux crises.

Pour que la reprise soit efficace et durable, il est nécessaire de proposer un allègement, une restructuration, une renégociation ou, dans certains cas, une annulation de la dette, et de soutenir les liquidités, notamment par le biais des droits de tirage spéciaux (DTS).

- **Se mobiliser en faveur d'une transition juste**

La transition vers une économie à faible émission de carbone est à la fois urgente et nécessaire. Les IFI doivent soutenir les gouvernements et les entreprises afin d'assurer une transition juste. Cela signifie que des plans nationaux pour le climat et l'emploi, définis et négociés avec les partenaires sociaux, doivent être mis en place pour les travailleurs dont les emplois et les moyens de subsistance sont touchés par le changement climatique. Ces plans doivent être accompagnés de mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets. Le redéploiement, les politiques actives du marché du travail, les possibilités d'investissement et de formation dans des secteurs professionnels respectueux du climat, ainsi que l'aide au revenu pour les travailleurs concernés, sont autant de facteurs essentiels pour assurer la transition vers une économie à faible émission de carbone et garantir la justice économique et sociale.

Soutenir le développement d'alternatives énergétiques durables doit permettre en premier lieu d'offrir aux consommateurs des alternatives pour chauffer ou climatiser leurs habitations, se déplacer ou exercer leur profession.

## **Une crise historique aux racines profondes**

Dans la quasi-totalité des pays du monde, les travailleurs sont confrontés à une crise du coût de la vie qui menace leur accès à la nourriture, au carburant, au logement et à d'autres services fondamentaux. Bien que cette crise soit aggravée par les impacts de la pandémie de COVID-19, du changement

climatique et des guerres, comme l'invasion russe de l'Ukraine, elle trouve cependant son origine dans des tendances économiques à long terme qui ont entraîné une diminution des salaires, une augmentation de la dette et un ralentissement des investissements publics. En tant que pierres angulaires de notre système financier mondial, le FMI et la Banque mondiale doivent de toute urgence s'employer à inverser ces tendances et répondre aux besoins actuels.

Nous ne pourrions pas surmonter les problèmes économiques auxquels nous sommes confrontés sans créer directement de l'emploi et sans revaloriser les salaires des travailleurs. La contribution du travail au PIB mondial a augmenté depuis la grande crise financière, mais les travailleurs continuent à rencontrer des difficultés car leurs salaires, eux, n'ont pas augmenté. Les salaires minimums de subsistance, le renforcement de la négociation collective, le droit du travail et la protection sociale sont des outils indispensables pour le partage de la prospérité, mais ils sont fragilisés et menacés depuis des décennies, limitant ainsi le pouvoir des travailleurs et la force des syndicats. À l'heure où les besoins sociaux en matière de soins de santé, de logement et d'infrastructures n'ont jamais été aussi pressants, trop de travailleurs dans le monde sont confrontés au chômage et au sous-emploi ou exercent un travail improductif. Notre système financier, qui encourage les investissements financiers dans la spéculation ou le rachat d'actions plutôt que les investissements dans la capacité de production, a créé une économie mondiale fragile et volatile. Dans le même temps, les assainissements budgétaires ont renforcé le pouvoir des entreprises de fixer les prix et les salaires. Les travailleurs du monde entier paient un lourd tribut à cet égard.

Les salaires stagnent et l'explosion de la dette est devenue incontrôlable. La spirale de l'endettement des ménages s'emballe en raison des bas salaires et du manque d'investissements dans les services sociaux, qui ont mis les familles en difficulté pour payer leur logement, les soins de santé, l'éducation et leurs besoins fondamentaux. La crise de la dette ne se répercute pas uniquement sur le budget des ménages : les pays à revenu faible et intermédiaire croulent sous le poids d'une dette souveraine libellée en devises qu'ils ne peuvent contrôler. Le secteur financier engrange des bénéfices colossaux au détriment du bien-être des individus et de la stabilité mondiale. En l'absence d'une solution systémique, il ne nous sera pas possible de relever le défi de la relance et de la reconstruction qui nous attend.

La pandémie de COVID-19 et la question du changement climatique sont deux problématiques considérées comme extérieures à notre système financier, pourtant la crise mondiale qu'elles ont déclenchée trouve son origine dans des politiques économiques fondamentalement dysfonctionnelles. Après plusieurs décennies de resserrements budgétaires prescrits par les économistes orthodoxes, le sous-investissement systématique a atrophié les systèmes de santé mondiaux, les systèmes éducatifs, les chaînes d'approvisionnement, les marchés du travail et la protection sociale dans la quasi-totalité des pays de la planète. En dépit des mises en garde des syndicats et des organisations de la société civile contre les risques d'associer le désinvestissement à la spéculation financière, l'économie mondiale est aujourd'hui à la croisée des chemins. La hausse des taux d'intérêt – un mécanisme adopté par les gouvernements, les banques centrales et les institutions financières pour faire face à la crise actuelle – ne fait que renforcer le cycle des bas salaires, du sous-investissement et de la dette, et ne contribue en rien à lutter contre les véritables causes de l'inflation, comme la flambée des prix de l'énergie, le ralentissement de la production et les profits des entreprises. Alors que les pays riches se tournent vers le plafonnement des prix, les politiques industrielles, le financement de la dette et les programmes sociaux universels pour alléger le poids de ces crises sur les citoyens, la plupart des pays ne disposent pas de ces moyens d'action.

Les travailleurs dans le monde connaissent depuis des décennies la dure réalité des salaires qui stagnent, de l'envolée de la dette et du sous-investissement systémique. Mais compte tenu de la gravité des crises actuelles, la poursuite de ces politiques inefficaces menace la paix dans notre monde et nos systèmes démocratiques. Les travailleurs ont besoin de salaires plus élevés, d'institutions du marché du travail performantes et de systèmes de protection sociale solides pour participer à l'économie mondiale. Les ménages, les industries et les pays ont besoin de se libérer du fardeau insoutenable de la dette. Il est nécessaire d'investir dans un nouveau contrat social et d'améliorer les normes en matière de SST pour pouvoir se relever de la pandémie de COVID-19, relancer la production et ouvrir la voie vers un avenir juste et durable.

## **Recommandations aux Institutions financières internationales**

Collaborer avec les gouvernements et les syndicats en vue de soutenir un programme d'investissement solide capable de répondre aux besoins sociaux, de contribuer à la création d'emplois et d'assurer un avenir durable et équitable. Ces investissements doivent garantir la protection des droits humains et syndicaux et encourager l'expansion de la négociation collective, en vue d'améliorer la qualité des emplois, d'assurer la santé et la sécurité et de répartir équitablement les pertes et profits en période d'incertitude.

Promouvoir un investissement massif dans les soins de santé pour se relever de la pandémie de COVID-19 et se préparer aux crises sanitaires futures.

Améliorer les normes en matière de SST au travers de la ratification et de la mise en œuvre des conventions fondamentales de l'OIT portant sur la santé et la sécurité, en intégrant leurs principales revendications dans les politiques et les stratégies d'investissement des IFI.

Garantir un travail décent aux employés concernés par des projets de transition écologique, dont la planification et l'exécution doivent intégrer un dialogue social solide.

## **Recommandations des syndicats adressées au FMI**

Promouvoir une relance durable en décourageant la spéculation financière et en renforçant les réglementations macroprudentielles, l'investissement productif et les politiques génératrices de revenus.

Aider les gouvernements et les banques centrales à travers le monde à coordonner leurs initiatives, afin d'éviter un resserrement excessif et potentiellement désastreux des politiques monétaires et fiscales, susceptible de provoquer une récession mondiale au lieu de stabiliser les prix.

Promouvoir un mécanisme contraignant, complet et équitable, pour restructurer la dette souveraine conformément à la résolution des Nations unies A/RES/69/319 et tenir compte du besoin d'investissements sociaux et climatiques dans les analyses de la dette.

Mettre un terme aux surtaxations régressives poussant les pays en difficulté économique à s'endetter davantage et empêchant la reprise mondiale.

Contribuer à rediriger les droits de tirage spéciaux (DTS) des pays à revenu élevé vers les pays en développement, via des fonds fiduciaires spécifiques, des transferts directs ou d'autres institutions.

Promouvoir les normes fondamentales en matière de STT pour augmenter les niveaux de productivité, réduire les dépenses liées aux prestations de santé et d'invalidité et éviter aux travailleurs une perte de revenus imputable à des maladies professionnelles ou à des accidents de travail.

Cesser les pressions sur la masse salariale du secteur public qui compromettent la qualité des emplois et le recrutement d'employés essentiels, indispensables à la réalisation des Objectifs de développement durable.

### **Recommandations des syndicats adressées au Groupe de la Banque mondiale**

Adopter un programme de référence pour l'emploi et la protection sociale pour investir dans l'emploi, promouvoir les normes internationales du travail et soutenir les investissements dans des systèmes de protection sociale universelle permettant de lutter contre la pauvreté et de défendre efficacement l'équité.

Éviter d'affaiblir dangereusement les normes du travail internationales en omettant les indicateurs relatifs au travail, aux taxes et aux contributions dans le rapport Business Enabling Environment proposé.

Veiller à ce que tous les prêts concédés par le Groupe de la Banque mondiale soient conformes aux normes internationales du travail.

Empêcher les pratiques d'exploitation dans les projets de développement en renforçant l'application des dispositifs de protection et la gestion des plaintes, notamment un calendrier strict pour l'identification des violations des normes de performance, l'élaboration d'un plan d'action correctif et la résolution de ces violations.

Mettre fin à la procédure d'approbation tacite des projets par le Conseil des Administrateurs, notamment lorsqu'une plainte a été introduite par des organisations syndicales.

Faire en sorte que les contributions au financement pour le climat intègrent des critères de transition juste alignés sur l'Accord de Paris et sur la déclaration de la COP 26 pour une transition juste.